

AG Target+

Conditions générales assurances-vie

Supporter de votre vie



AVANT-PROPOS

L'AG Target+ est conclu entre

- **Vous**, le preneur d'assurance, qui souscrivez l'AG Target+ auprès d'AG Insurance

et

- **Nous**, AG Insurance SA, ci-après dénommé «AG», dont le siège social est établi Bd E. Jacqmain 53, 1000 Bruxelles, RPM Bruxelles, TVA BE0404.494.849.

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière d'AG est disponible sur www.ag.be.

L'AG Target+ comprend

- **le formulaire d'inscription ou la police présignée et les conditions particulières.** Celles-ci contiennent les données concrètes du AG Target+. Sont entre autres mentionnés dans les documents : vos nom et adresse, le nom et la date de naissance de l'assuré, la prime unique de conclusion, la date de prise de cours, le terme...

et

- **les conditions générales.** Celles-ci décrivent le fonctionnement général du AG Target+. Elles sont d'application pour les AG Target+ conclus à partir de 20 septembre 2025, sauf mention contraire dans votre formulaire d'inscription ou votre police présignée et/ou vos conditions particulières. Les conditions générales déterminent entre autres vos droits et obligations ainsi que les nôtres, les garanties...

L'AG Target+ est éventuellement complété par des avenants.

Structure des conditions générales

- La **table des matières** se trouve juste avant ces conditions générales. Elle vous fournit un aperçu global de tous les articles des conditions générales afin que vous puissiez retrouver facilement un sujet qui vous intéresse plus spécifiquement.
- Le **lexique** des termes propres au AG Target+ suit les conditions générales. Le lexique vous donne une explication des termes techniques et juridiques propres à l'assurance mentionnés dans ce texte et détermine la portée de certains mots. Les termes repris dans le lexique sont marqués d'un astérisque* la première fois qu'ils sont utilisés.
- L'**information fiscale** et les dispositions sur la **protection de la vie privée** sont reprises à la fin de ces conditions générales.
- Le **règlement de gestion**. Lors de la conclusion de votre AG Target+, un règlement de gestion vous est remis pour chaque fonds d'investissement lié à votre contrat. Ce règlement de gestion décrit notamment les règles de gestion du fonds et reprend les objectifs et la politique d'investissement du fonds, la classe de risque à laquelle il appartient.
- Les caractéristiques essentielles du produit et ses risques sont décrits dans le document d'informations clés aussi appelé « document d'information légal » dans vos conditions particulières. En outre, le document d'informations utiles qui y est joint, précise d'autres informations importantes.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| AVANT-PROPOS..... | 2 |
| CONDITIONS GÉNÉRALES..... | 4 |
| Caractéristiques de l'assurance | 4 |
| Article 1 : Qu'est-ce qu'un AG Target+ ?..... | 4 |
| Article 2 : Comment fonctionne votre AG Target+ ?..... | 4 |
| Article 3 : Conclusion et prise d'effet du contrat..... | 5 |
| Article 4 : Bases contractuelles, garantie de tarif et incontestabilité..... | 5 |
| Article 5 : Quelle est la durée du contrat ?..... | 5 |
| Article 6 : Paiement de la prime..... | 6 |
| Article 7 : Désignation du bénéficiaire..... | 6 |
| Article 8 : Notre prestation: le capital assuré en cas de vie ou en cas de décès..... | 6 |
| Article 9 : Quels documents doivent nous être transmis pour le versement des prestations assurées ?..... | 7 |
| Article 10 : Participation bénéficiaire..... | 7 |
| Article 11 : Le contrat peut-il encore être résilié après la conclusion ?..... | 8 |
| Article 12 : Pouvez-vous racheter votre contrat ?..... | 8 |
| Article 13 : Une avance sur les prestations peut-elle être obtenue ?..... | 9 |
| Article 14 : Taxes et frais éventuels..... | 9 |
| Article 15 : Quelles informations relatives à votre AG Target+ et au fonds d'investissement mettons-nous à votre disposition ?..... | 9 |
| Article 16 : Communication..... | 10 |
| Article 17 : Modification des données / changement de domicile..... | 10 |
| Article 18 : Responsabilité contractuelle et extracontractuelle..... | 10 |
| Article 19 : Demandes d'informations et plaintes..... | 10 |
| Article 20 : Droit applicable, tribunaux compétents et autorité de contrôle..... | 11 |
| LEXIQUE..... | 12 |
| INFORMATION FISCALE..... | 14 |
| COMMUNICATION AU POINT DE CONTACT CENTRAL..... | 15 |

CONDITIONS GÉNÉRALES

Caractéristiques de l'assurance

Article 1 : Qu'est-ce qu'un AG Target+ ?

Un AG Target+ est une assurance-vie individuelle (branche 23) liée à un fonds d'investissement. Si *l'assuré** est en vie au terme du contrat, *nous** payons un capital vie au *bénéficiaire en cas de vie** que *vous** avez désigné. Si l'assuré décède avant le terme du contrat, nous garantissons le paiement d'un capital décès au bénéficiaire en cas de décès* que vous avez désigné. Le terme du contrat est mentionné dans votre formulaire d'inscription et/ou dans vos conditions particulières.

Le fait qu'un AG Target+ soit lié à un fonds d'investissement implique que le risque financier de l'opération est entièrement supporté par vous. Les projections qui vous ont été éventuellement communiquées concernant l'évolution attendue de *la valeur de l'unité** dans le fonds ne sont pas garanties et les rendements éventuellement annoncés, réalisés par le passé, ne constituent pas une garantie pour le futur. Les prestations peuvent fluctuer dans le temps, en fonction de la conjoncture économique et de l'évolution des marchés financiers.

La politique d'investissement du fonds est décrite dans le règlement de gestion*.

Article 2 : Comment fonctionne votre AG Target+ ?

A. La *prime** unique versée lors de la conclusion du contrat est investie, après retenue des frais d'entrée, dans le fonds d'investissement mentionné dans votre formulaire d'inscription et/ou dans vos conditions particulières. Concrètement, la *prime nette** est convertie en unités du fonds d'investissement. Ces unités sont attribuées à votre contrat. Le nombre d'unités attribuées à votre contrat est obtenu en divisant le montant de la prime nette versée par la valeur de l'unité du fonds à la *date de constitution de fonds** du contrat.

La conversion de la prime en unités a lieu à la valeur initiale de l'unité définie dans le règlement de gestion du fonds d'investissement.

Le nombre d'unités attribuées à votre contrat ainsi que la valeur de l'unité à la conclusion du contrat sont indiqués dans vos conditions particulières.

La valeur des unités du fonds attribuée à votre contrat varie en fonction de l'évolution de la valeur des actifs de ce fonds. La valeur de votre contrat correspond au nombre d'unités que vous détenez dans le fonds, multiplié avec la valeur de l'unité.

B. Il n'est pas possible d'effectuer de *transferts internes**, sauf si le fonds d'investissement est prématurément liquidé.

C. Si le fonds comporte une garantie de rendement minimum, cette garantie fait l'objet d'une couverture prise auprès d'une entreprise agréée à cet effet dans l'Union Européenne. Les coûts sont à charge du fonds d'investissement. Nous ne pouvons pas répondre de la défaillance des entreprises auprès desquelles la couverture a été prise.

Selon la législation, les conséquences sont à charge des preneurs de produit d'assurance sur la vie lié au fonds d'investissement concerné.

D. Le fonds est liquidé au terme du contrat, mentionné dans votre formulaire d'inscription et/ou dans vos conditions particulières. Si le fonds devait être liquidé anticipativement, vous auriez le choix entre un transfert interne et la liquidation de la *valeur de rachat théorique**. A cette occasion, aucune indemnité ni frais de sortie ne serait appliqué.

Article 3 : Conclusion et prise d'effet du contrat

Votre contrat prend la forme d'une *police présignée** par nous. La police présignée peut prendre la forme d'un formulaire d'inscription. Le formulaire d'inscription ou la police présignée constitue une offre de conclure le contrat aux conditions qui y sont décrites.

Le contrat prend effet dès que vous avez signé le formulaire d'inscription ou la police présignée et que la prime a été payée et pour autant que la prime ait été payée avant la date ultime de paiement mentionnée dans le règlement de gestion. Toutefois, la *date de prise d'effet** du contrat ne pourra être antérieure à la *date de prise de cours** fixée dans vos conditions particulières.

Le contrat est considéré comme n'ayant jamais pris effet si les conditions de sa prise d'effet, mentionnées dans le formulaire d'inscription ou dans la police présignée, n'ont pas été respectées.

Article 4 : Bases contractuelles, garantie de tarif et incontestabilité

- A. Vos déclarations et les déclarations de l'assuré forment la base du contrat et en font partie intégrante.
- B. Le contrat ne peut en principe être souscrit en couverture ou en reconstitution d'un crédit, sauf mention contraire dans vos conditions particulières.
- C. Le contrat est incontestable dès l'instant où il prend effet, sauf en cas de fraude. En outre, nous ne pouvons invoquer la nullité du contrat sur base d'omission ou d'inexactitude dans vos déclarations ou celles de l'assuré, sauf si celles-ci étaient intentionnelles.
- D. Si vous ne transmettez pas les documents nécessaires à votre identification en exécution de la réglementation relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, nous mettrons fin au contrat au plus tard dans les 2 mois de l'entrée en vigueur. Nous vous rembourserons la prime versée ou après la date de constitution du fonds, la valeur en EUR des unités conformément à ce qui est mentionné ci-après concernant la résiliation du contrat.
- E. Toutes les dates mentionnées dans votre contrat débutent à 0h00.
- F. Lors de l'exercice de vos droits découlant de votre contrat, nous nous réservons cependant le droit de ne pas donner suite à votre demande si nous sommes d'avis que son exécution impliquerait une infraction à une loi ou réglementation ou à une disposition contractuelle. Dans ce cas, nous vous informons de notre décision.
- G. Si des circonstances exceptionnelles l'exigent et pour sauvegarder vos intérêts, nous pourrions suspendre temporairement tout ou une partie des opérations (telles que notamment les rachats) ou transférer la réserve des contrats investie dans un fonds vers un autre fonds similaire qui nous paraît plus approprié. Dans ces circonstances, l'application de ces mesures exceptionnelles serait portée immédiatement à votre connaissance.

Article 5 : Quelle est la durée du contrat ?

L'AG Target+ est une assurance vie temporaire dont le terme est mentionné dans votre formulaire d'inscription et/ou dans vos conditions particulières.

Si l'assuré décède avant le terme du contrat, nous payons le capital décès au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné et le contrat prend fin.

Si l'assuré est en vie au terme du contrat, nous payons le capital vie au bénéficiaire en cas de vie que vous avez désigné et le contrat prend fin.

Article 6 : Paiement de la prime

En contrepartie de notre engagement, c'est-à-dire le versement des capitaux assurés en cas de vie ou en cas de décès de l'assuré, une prime unique doit être payée avant la date ultime de paiement mentionnée dans le règlement de gestion.

La prime doit s'élever à un *montant minimum** et ne peut dépasser un *montant maximum**. Le montant de la prime est mentionné dans votre formulaire d'inscription ou votre police présignée ainsi que dans vos conditions particulières et le montant doit être payé exclusivement par transfert bancaire sur notre compte financier mentionné dans votre formulaire d'inscription ou votre police présignée.

Vous ne pouvez pas verser de prime complémentaire pour ce contrat. Si vous souhaitez encore investir de l'argent dans un AG Target+, vous devez conclure un autre contrat.

Le paiement de la prime ou d'une partie de celle-ci n'est pas obligatoire. Si la prime unique n'est pas payée avant la date ultime de paiement mentionnée dans le règlement de gestion, le contrat ne prend pas effet. Cela signifie que nous ne payerons pas le capital.

Article 7 : Désignation du bénéficiaire

- A. Jusqu'à ce que les prestations assurées soient exigibles, vous avez le droit de désigner un ou plusieurs bénéficiaires. Pendant la durée de votre contrat, vous avez également le droit de révoquer ou modifier le bénéficiaire que vous avez désigné aussi longtemps que le bénéfice n'est pas accepté. Par sa désignation, le bénéficiaire a droit aux prestations assurées.
- B. Le bénéfice peut être accepté à tout moment. Tant que vous êtes en vie, cette acceptation ne peut se faire que par un avenant à votre contrat, signé par vous-même, par le bénéficiaire et par nous.
- C. En cas d'acceptation du bénéfice, l'exercice de votre droit de rachat, de votre droit de révocation ou de modification du bénéfice, du droit de mise en gage et du droit de cession des droits, nécessite le consentement écrit du bénéficiaire acceptant.
- D. Nous ne pouvons tenir compte d'une désignation, révocation ou modification du bénéficiaire que dans la mesure où vous avez introduit une demande en ce sens.
- E. Si vous n'avez pas désigné de bénéficiaire, ou lorsque la désignation du bénéficiaire ne peut produire d'effet ou a été révoquée, les prestations assurées reviennent à vous-même ou à votre succession. Lorsque le bénéficiaire décède avant l'assuré, le capital assuré revient à vous-même ou à votre succession, sauf si vous avez désigné un autre bénéficiaire.

Article 8 : Notre prestation : le capital assuré en cas de vie ou en cas de décès

A. En général

En cas de vie de l'assuré au terme du contrat, nous payons le capital vie au bénéficiaire en cas de vie que vous avez désigné. Ce capital est égal à la prime nette investie jusqu'à la constitution du fonds ou à la valeur en EUR de toutes les unités attribuées à votre contrat à partir de la constitution du fonds.

En cas de décès de l'assuré avant le terme du contrat, nous payons un capital décès au bénéficiaire en cas de décès que vous avez désigné. Ce capital est égal à la prime nette investie jusqu'à la constitution du fonds ou à la valeur en EUR de toutes les unités attribuées à votre contrat à partir de la constitution du fonds. La date de conversion des unités en EUR dépend du moment auquel nous recevons l'extrait d'acte de décès de l'assuré.

Si nous recevons l'extrait d'acte de décès de l'assuré :

- avant la *date charnière**, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la première évaluation de la valeur de l'unité qui suit cette date charnière ;
- à ou après la date charnière, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la deuxième évaluation de l'unité qui suit cette date charnière.

Cette date charnière ainsi que la fréquence de l'évaluation des unités du fonds sont définies dans le règlement de gestion du fonds d'investissement.

Le décès de l'assuré tombe toujours sous le champ d'application de ces conditions générales, quel que soit l'endroit du monde où il survient.

Lorsque le preneur d'assurance et l'assuré sont deux personnes différentes, aucune prestation ne sera versée au moment du décès du preneur d'assurance. Dans ce cas, le contrat continue à courir.

Le terme du contrat est déterminé dans votre formulaire d'inscription et/ou dans vos conditions particulières ainsi que dans les avenants.

B. Le décès de l'assuré provoqué par le fait intentionnel ou à l'instigation du preneur d'assurance [s'il est différent de l'assuré] ou de l'un des bénéficiaires.

Si l'assuré décède par le fait intentionnel ou à l'instigation d'un ou de plusieurs bénéficiaires, ces derniers sont déchus de tous droits sur le capital assuré ou sur la valeur de rachat théorique. Néanmoins, la quote-part dans la prestation assurée d'un bénéficiaire étranger à ce fait intentionnel ou à cette instigation ne peut pas être augmentée par la quote-part initialement destinée à l'auteur ou à l'instigateur du fait intentionnel. Nous ne payons pas à cet auteur ou instigateur les prestations assurées ou la partie qui lui était destinée. Nous versons alors la valeur de rachat théorique correspondante soit à vous-même soit à votre succession. Lorsqu'il s'agit d'une assurance affectée en garantie ou en reconstitution d'un crédit, est considérée comme bénéficiaire, pour l'application de cet article, toute personne qui, en l'absence d'assurance, serait, en tout ou en partie, obligée au paiement de la dette.

C. Le terrorisme est-il couvert ?

L'assureur couvre les dommages causés par le terrorisme conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 2024 relatif à l'indemnisation des victimes d'un acte de terrorisme et relatif à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, à l'exception des dommages causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique.

En cas d'acte de terrorisme reconnu par arrêté royal, l'assureur est membre de l'ASBL TRIP (Terrorism Reinsurance and Insurance Pool) et toute prestation assurée dans ce cadre sera dès lors gérée, déterminée et limitée conformément au mécanisme de solidarité et règlement des sinistres tels que définis dans la loi du 3 mai 2024 susmentionnée.

En cas de modifications de la législation relative à l'assurance contre les dommages causés par le terrorisme, ces modifications seront automatiquement d'application sauf si un autre régime transitoire est prévu.

Article 9 : Quels documents doivent nous être transmis pour le versement des prestations assurées ?

En cas de vie de l'assuré au terme du contrat, nous payons le capital vie assuré après réception :

- d'un certificat de vie de l'assuré ;
- des autres pièces qui se révéleraient nécessaires à la liquidation du contrat que nous vous demanderions.

En cas de décès de l'assuré au cours de la période assurée du contrat, nous payons le capital décès assuré après réception :

- d'un extrait d'acte de décès de l'assuré ;
- d'un certificat médical indiquant les causes et les circonstances de son décès ;
- d'un acte d'hérédité ou certificat d'hérédité, lorsque le(s) bénéficiaire(s) n'a (ont) pas été désigné(s) nommément dans le contrat ;
- des autres pièces qui se révéleraient nécessaires à la liquidation du contrat que nous vous demanderions.

Article 10 : Participation bénéficiaire

AG Target+ ne donne pas droit à une participation bénéficiaire.

Article 11 : Le contrat peut-il encore être résilié après la conclusion ?

A. Vous pouvez résilier

Vous pouvez résilier votre contrat dans les 30 jours suivant sa prise d'effet.

Vous avez également le droit de résilier votre contrat d'assurance lorsque, lors de la conclusion, il a été expressément affecté à la couverture ou la reconstitution d'un crédit que vous avez sollicité, et que ce crédit ne vous est pas accordé.

Dans ce cas, vous pouvez résilier le contrat dans les 30 jours à compter du moment où vous avez connaissance du fait que le crédit sollicité ne vous est pas accordé.

Afin de résilier valablement votre contrat, vous pouvez le faire par envoi recommandé, par exploit d'huissier de justice ou par remise de la lettre de résiliation contre récépissé au siège social d'AG indiquant clairement le numéro de police. Vous avez également la possibilité de le faire par d'autres moyens mis à votre disposition par AG à cet effet.

En cas de résiliation valide, nous remboursons la valeur en EUR des unités détenues dans les différents fonds ainsi que les frais d'entrée et les frais liés aux mécanismes de protection.

La date de conversion des unités en EUR dépend du moment auquel nous recevons la demande ainsi que l'original de votre formulaire d'inscription ou de votre police présignée.

Lorsque nous recevons ces documents :

- avant la date charnière, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la première évaluation de la valeur de l'unité qui suit cette date charnière.
- à ou après la date charnière, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la deuxième évaluation de l'unité qui suit cette date charnière.

La date charnière ainsi que la fréquence de l'évaluation des unités du fonds sont définies dans le règlement de gestion du fonds d'investissement.

B. Nous pouvons résilier

Nous disposons également de la possibilité de résilier le contrat dans les 30 jours à compter du moment où nous avons reçu le formulaire d'inscription original ou la police présignée originale et les conditions particulières. La résiliation prend effet 8 jours après avoir été portée à votre connaissance.

Si la résiliation a lieu avant la date de constitution du fonds, nous remboursons la prime. Si la résiliation a lieu à ou après la date de constitution du fonds, nous remboursons la valeur en EUR des unités détenues dans le fonds ainsi que les frais d'entrée.

La *date de référence** pour la détermination de cette valeur est la date de l'envoi de l'écrit par lequel nous vous informons de la résiliation. Le cours de conversion des unités est déterminé comme défini à l'article 15, point B.

Article 12 : Pouvez-vous racheter votre contrat ?

A. Droit au rachat

Vous pouvez racheter votre contrat lorsque vous disposez du droit au rachat et que vous remplissez les formalités nécessaires. Nous payons alors la valeur de rachat* de celui-ci. Seul un rachat total de votre contrat* est possible.

Dans ce cas, votre contrat prend fin et nous payons la valeur de rachat théorique totale de votre contrat, diminuée de l'éventuelle indemnité de rachat. Avant la date de constitution du fonds, cette valeur de rachat théorique est égale à la prime nette investie. Après la date de constitution du fonds, la valeur de rachat théorique s'obtient par la conversion en EUR de la totalité des unités du fonds d'investissement attribuées à votre contrat. Le rachat de votre contrat s'effectue par la conversion en EUR de la totalité des unités du fonds d'investissement attribuées à votre contrat.

Dans certains cas, l'exercice de votre droit au rachat peut être limité. Ainsi par exemple, vous ne pouvez pas racheter votre contrat si vous avez transféré ou donné en gage le droit au rachat à une tierce personne.

Si le bénéficiaire a accepté, vous devez disposer de l'accord écrit de ce bénéficiaire pour exercer votre droit au rachat.

B. Comment pouvez-vous exercer votre droit au rachat et comment la valeur de rachat est-elle calculée ?

Si vous souhaitez procéder au rachat de votre contrat, vous devez nous le demander en nous renvoyant le document* prévu à cet effet, signé et daté par vous. Vous devez aussi nous remettre l'original de votre formulaire d'inscription ou de

vos conditions particulières. La date de référence pour la détermination de la valeur de rachat est la date de réception par nous de la demande de rachat, de l'original de votre formulaire d'inscription ou de votre police présignée et de vos conditions particulières. Si la demande de rachat mentionne une date ultérieure, cette dernière date est la date de référence.

A partir de la date de constitution du fonds, lorsque la date de référence :

- précède la date charnière, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la première évaluation de la valeur de l'unité qui suit cette date charnière ;
- se situe à la date charnière ou après cette date, la conversion des unités en EUR est effectuée au cours de la deuxième évaluation de l'unité qui suit cette date charnière.

Le rachat prend effet le jour qui suit la réception par nous de la demande de rachat ou, le cas échéant, à la date ultérieure que vous avez indiquée dans la demande de rachat. Dès cet instant, le décès de l'assuré n'est plus couvert.

L'indemnité de rachat s'élève à 1 % de la valeur de rachat théorique du contrat. Aucune indemnité de rachat n'est toutefois due lorsque le rachat prend effet au cours de la dernière année du contrat.

Article 13 : Une avance sur les prestations peut-elle être obtenue ?

Aucune avance n'est accordée sur l'AG Target+.

Article 14 : Taxes et frais éventuels

- A.** Les impôts, taxes et droits qui existent ou qui seraient établis sous une dénomination quelconque après la conclusion du contrat et qui sont ou seraient dus du fait de la conclusion ou l'exécution du contrat, sont à votre charge, à charge des ayants droit ou du (des) bénéficiaire(s), suivant le cas. Si une taxe est due sur la prime, cette taxe doit être payée par vous en même temps que la prime.
- B.** Le contrat génère des frais, notamment des frais d'entrée, et des indemnités de rachat, ainsi que des frais de gestion des fonds. Ces frais sont mentionnés dans le contrat, dans le règlement de gestion ou sur les documents prévus à cet effet. Nous nous réservons le droit de modifier ces frais. En cas de modification à la hausse, nous vous en avertirons dans un délai raisonnable, conformément aux dispositions légales applicables.
- C.** Des frais peuvent être demandés lorsque vous, l'assuré ou le bénéficiaire occasionnez des dépenses particulières. Nous pouvons, entre autres, retenir des frais supplémentaires pour la délivrance de duplicatas, d'attestations et relevés spécifiques, pour la recherche d'adresses et lorsque nous modifions à votre demande un élément technique* de votre contrat.
- D.** En outre, nous pouvons porter en compte des frais pour les éventuelles recherches et/ou vérifications visées dans la réglementation concernant les comptes, coffres et contrats d'assurances dormants et ce dans les limites prévues.

Article 15 : Quelles informations relatives à votre AG Target+ et au fonds d'investissement mettons-nous à votre disposition ?

Nous mettons actuellement à votre disposition les informations relatives aux fonds d'investissement, leur évolution et l'évolution de votre contrat :

1. Le règlement de gestion du fonds d'investissement dans lequel vous envisagez d'investir votre prime vous est remis lors de la conclusion de votre contrat. Ce règlement de gestion comprend les règles de gestion pour le fonds et mentionne entre autres les objectifs, la politique d'investissement et la classe de risque à laquelle le fonds appartient.
2. Les caractéristiques essentielles du produit et ses risques sont décrits dans le document d'informations clés (à savoir le document intitulé « document d'information légal » dans vos conditions particulières). En outre, le document d'informations utiles précise d'autres informations importantes.
3. Nous établissons également des rapports périodiques donnant des informations sur l'évolution des différents fonds. Ceux-ci sont disponibles sur simple demande auprès de votre intermédiaire.
4. En outre, vous recevez annuellement un aperçu récapitulatif reprenant le nombre des unités attribuées à votre contrat dans le fonds et leur valeur de l'année écoulée.

Article 16 : Communication

A. Demande de votre part

Lorsque, conformément aux présentes conditions générales, vous nous adressez une « demande », cela signifie au moyen d'un document daté et signé contenant toutes les informations nécessaires ou via tout autre moyen mis à votre disposition à cet effet qui garantissent votre identité, éventuellement dans un environnement numérique sécurisé que nous [ou votre intermédiaire] mettons à votre disposition.

Vous pouvez contacter votre intermédiaire pour plus d'informations.

Tous les délais prennent cours à la date de réception de la demande à notre siège social.

B. Information de votre part

Si vous souhaitez nous informer conformément aux présentes conditions générales ou au-delà, vous pouvez nous contacter ou contacter votre intermédiaire et ce par écrit ou par les canaux prévus à cet effet.

C. Communication de notre part

Nous nous réservons le droit de vous fournir des informations sur votre contrat et de communiquer avec vous de la manière que nous jugeons appropriée et conformément aux accords conclus à cet égard.

Article 17 : Modification des données / changement de domicile

En cas de changement de votre adresse ou d'autres données personnelles détenues par AG, veuillez-nous en informer immédiatement via votre intermédiaire ou par d'autres canaux appropriés. À défaut, toutes les communications et notifications seront valablement envoyées à l'adresse et tenant compte des données reprises dans vos conditions particulières ou qui nous ont été communiquées en dernier.

Article 18 : Responsabilité contractuelle et extracontractuelle

En cas de litige ayant un lien quelconque avec ce contrat, chaque partie disposera d'un recours exclusivement contractuel et uniquement à l'encontre de l'autre partie, à l'exclusion des auxiliaires de l'autre partie, dans les limites de la loi. Les auxiliaires peuvent invoquer cette disposition.

Article 19 : Demandes d'informations et plaintes

Lorsque vous avez une question concernant ce contrat, vous pouvez toujours prendre contact avec votre intermédiaire. Il vous donnera volontiers des informations ou cherchera avec vous une solution.

Vous pouvez communiquer avec votre assureur en français et en néerlandais. Tous les documents contractuels sont disponibles en français et en néerlandais.

Si vous avez une plainte à formuler, vous pouvez la transmettre par écrit à AG, Service de Gestion des Plaintes, Bd. E. Jacqmain 53 à 1000 Bruxelles ou par e-mail: customercomplaints@aginsurance.be.

Si la solution proposée par AG ne vous donne pas satisfaction, vous pouvez soumettre le litige à l'Ombudsman des Assurances, Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles, www.ombudsman-insurance.be ou par e-mail: info@ombudsman-insurance.be.

Une plainte ne porte pas préjudice à la possibilité d'intenter une action en justice.

Article 20 : Droit applicable, tribunaux compétents et autorité de contrôle

A. Droit applicable et tribunaux compétents

Le contrat est soumis au droit belge, et notamment à la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, à l'Arrêté Royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie et au Code de droit économique. Tous les litiges relatifs à ce contrat sont exclusivement du ressort des tribunaux belges.

B. Autorité de contrôle

AG est soumise au contrôle de la Banque Nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles et au contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), rue du Congrès 12-14, 1000 Bruxelles en matière de protection des investisseurs et des consommateurs.

LEXIQUE

Assuré

Personne sur la tête de laquelle l'assurance est conclue. Son décès met fin au contrat et donne lieu au paiement du capital décès assuré. Lorsqu'il est en vie au terme prévu, cela donne lieu au versement du capital en cas de vie.

Bénéficiaire[s] en cas de décès

Personne[s] que vous pouvez désigner dans le formulaire d'inscription pour recevoir le capital assuré en cas de décès de l'assuré avant le terme du contrat.

Bénéficiaire[s] en cas de vie

Personne[s] que vous pouvez désigner dans le formulaire d'inscription pour recevoir le capital assuré en cas de vie de l'assuré au terme du contrat.

Date de prise de cours

Date à laquelle le contrat commence à courir. Cette date est indiquée dans vos conditions particulières.

Date de prise d'effet

Date à partir de laquelle le contrat prend effet, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les prestations sont assurées. La date de prise d'effet ne peut être antérieure à la date de prise de cours du contrat.

Date de référence

Date utilisée en cas de résiliation par nous, de rachat du contrat et en cas de décès de l'assuré. La date de référence pour les opérations de rachat est la date à laquelle nous recevons votre demande de rachat, le l'original du formulaire d'inscription et des conditions particulières ou, le cas échéant, la date ultérieure que vous avez indiquée dans la demande de rachat. En cas de résiliation par nous, la date de référence est la date de l'envoi de l'écrit par lequel nous informons de la résiliation. En cas de décès de l'assuré, la date de référence est la date de réception par nous de l'extrait d'acte de décès de l'assuré. La situation au moment de la date de référence par rapport à la date charnière détermine le moment auquel la conversion des unités attribuées à votre contrat en EUR est effectuée.

Date charnière

Date utilisée pour déterminer le moment auquel la conversion des unités attribuées à votre contrat en EUR est effectuée en cas de décès de l'assuré, de la résiliation du contrat ou du rachat. La date charnière qui est utilisée pour votre contrat est mentionnée dans le règlement de gestion du fonds lié à votre contrat.

Date de constitution du fonds

Date à laquelle le fonds d'investissement est constitué et la prime est convertie en unités du fonds d'investissement. Cette date est mentionnée dans le règlement de gestion du fonds.

Document

Support d'information sur papier, par voie électronique ou tout autre moyen, établi par nous, par lequel l'intéressé (selon les circonstances : vous, le bénéficiaire ou toute partie intervenante) peut nous apporter et nous fournir de manière explicite des informations, en relation avec les actes de gestion ou d'autres aspects du contrat.

Élément technique

Donnée qui est utilisée dans la technique d'assurance pour le calcul de la prestation d'assurance, comme, par exemple, le montant du capital assuré, la durée, la prime, ...

Montant maximum

Montants maximum fixés par nous applicables à certaines opérations. Ces montants peuvent vous être communiqués sur simple demande. Vous pouvez pour ce faire vous adresser à votre intermédiaire, ou à notre siège social.

Montant minimum

Montants minimum fixés par nous applicables à certaines opérations. Ces montants peuvent vous être communiqués sur simple demande. Vous pouvez pour ce faire vous adresser à votre intermédiaire, ou à notre siège social.

Nous

L'assureur avec lequel le contrat d'assurance est conclu : AG, Bd. E. Jacqmain 53, à 1000 Bruxelles.

Police présignée

Police d'assurance signée préalablement par nous et qui constitue une offre de conclure le contrat aux conditions qui y sont décrites. Cette police présignée peut prendre la forme d'un formulaire d'inscription. Le contrat est conclu dès que vous l'avez signé et prend effet dès que nous avons reçu votre contrat signé et que la première prime a été payée de la manière prévue dans la police présignée.

Prime

Montant à payer en contrepartie des prestations que nous effectuons.

Prime nette

Personne(s) que vous pouvez désigner dans le formulaire d'inscription pour recevoir le capital assuré en cas de vie de l'assuré au terme du contrat.

Rachat total

Résiliation du contrat par laquelle la garantie de celui-ci prend fin et nous payons la valeur de rachat de ce contrat.

Règlement de gestion

Document qui décrit les règles de gestion du fonds d'investissement dans lequel votre contrat est investi ainsi que les objectifs d'investissement spécifiques, la politique d'investissement, la classe de risque à laquelle il appartient, la date charnière ...

Transfert interne

Transfert d'une partie ou de toutes les unités d'un ou plusieurs fonds du contrat vers un ou plusieurs autres fonds du contrat.

Unité

Fraction d'un fonds d'investissement. Le nombre d'unités du fonds d'investissement attribuées à votre contrat est obtenu en divisant, jusqu'à la 3^e décimale, la prime nette attribuée au contrat par la valeur de l'unité du fonds au jour de la conversion.

Valeur de rachat

Montant que nous devons verser en cas de rachat du contrat. Ce montant est équivalent à la valeur de rachat théorique diminuée de l'indemnité de rachat éventuellement due, et est limité au capital décès.

Valeur de rachat théorique

Valeur totale de votre contrat à un moment donné et égale à la prime nette investie avant la date de constitution du fonds ou, à la multiplication, après la date de constitution du fonds, du nombre d'unités du fonds attribuées à votre contrat par la valeur de chacune des unités à ce moment.

Vous

Le preneur d'assurance du produit AG Target+, c'est-à-dire la personne qui conclut le contrat AG Target+ avec nous et qui peut faire usage des droits détaillés dans ces conditions générales.

INFORMATION FISCALE

A. Taxe sur les opérations d'assurance

Les primes sont soumises à une taxe de 2 % si le preneur d'assurance est une personne physique ayant sa résidence habituelle en Belgique. Si le preneur d'assurance est une personne morale et que l'établissement de cette personne morale se situe en Belgique, la prime est soumise à une taxe de 4,4 %.

B. Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif

Une taxe annuelle sur les opérations d'assurances liées à un fonds d'investissement est due sur le montant total au 1er janvier de l'année d'imposition des provisions mathématiques et techniques afférentes à ces opérations. Le prélèvement de cette taxe a pour effet une diminution de la valeur des unités des fonds d'investissement liés à ces opérations d'assurances. Cette taxe s'élève actuellement à 0,0925 % (inclus dans les coûts récurrents des fonds).

C. Impôts sur les revenus

L'AG Target+ ne permet pas de bénéficier d'une réduction d'impôt dans le cadre de l'épargne-pension ou dans le cadre de l'épargne à long terme, ni dans le cadre de la déduction pour habitation propre et unique. Le capital décès n'est pas imposable si le preneur d'assurance et le bénéficiaire sont des personnes physiques. En outre, il n'y a pas de précompte mobilier dû sur le capital vie ou sur la valeur de rachat si l'assurance est conclue par une personne physique pour une durée de plus de 8 ans et que le capital vie ou la valeur de rachat est effectivement payée plus de 8 ans après la conclusion de l'assurance. Le précompte mobilier peut par contre être dû en cas de paiement du capital vie ou de la valeur de rachat dans les 8 ans qui suivent la conclusion de l'assurance. Le règlement de gestion contient plus d'information à ce sujet. A partir du 1er janvier 2026, les plus-values générées dans le cadre du présent contrat peuvent être soumises à une taxation spécifique.

D. Droits de succession

Des droits de succession peuvent être dus.

E. Législation fiscale d'application

Cette information est basée sur la législation fiscale belge en vigueur au 01/09/2025 et peut changer dans le futur. Le traitement fiscal dépend de la situation personnelle du contribuable. Vous pouvez toujours vous adresser à votre intermédiaire pour obtenir des informations fiscales plus détaillées et actualisées.

F. Echange d'information

Conformément à ses obligations légales, AG fournira les informations nécessaires aux autorités compétentes.

COMMUNICATION AU POINT DE CONTACT CENTRAL

A. Objet

AG a l'obligation légale de fournir plusieurs de vos informations personnelles au « point de contact central pour les comptes et contrats financiers établi auprès de la Banque nationale de Belgique » [aussi dénommé le « PCC »]. Cette obligation de communication vise toutes les polices d'assurances vie ayant un but d'épargne ou d'investissement sans immunisation de la prime.

B. Quelles informations sont transmises au PCC ?

3) Données d'identification

- Pour les personnes physiques : votre numéro d'identification au Registre national des personnes physiques ou, à défaut, votre numéro d'identification à la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, ou, à défaut, les nom, prénom, date et lieu de naissance (ou, à défaut le pays natal) ;
- Pour les personnes morales : votre numéro d'inscription auprès de la Banque-carrefour des entreprises ou, à défaut, la dénomination complète, la forme juridique éventuelle et le pays d'établissement.

4) Données propres au contrat

- L'existence de votre relation contractuelle avec AG ;
- La date du début de votre relation contractuelle ;
- La date de fin de votre relation contractuelle lors de la résiliation du dernier contrat relevant de l'obligation de communication.
- La valeur globale à la fin de chaque année de tous les contrats dont vous êtes titulaire et qui font l'objet d'une déclaration.
- Toute nouvelle donnée future dont la loi imposerait la déclaration au PCC.

E. Pour quelles finalités vos données personnelles sont-elles transmises et enregistrées au PCC ?

Le PCC a pour objectif de rassembler les informations relatives aux contrats financiers existant en Belgique dans une base de données structurée unique afin de fournir rapidement les informations qui sont nécessaires aux autorités, personnes et organismes que le législateur a habilités par le biais de législations spécifiques, à demander ces informations pour la réalisation de leurs missions d'intérêt général.

Les données personnelles enregistrées dans le PCC peuvent entre autres être utilisées dans le cadre d'une enquête fiscale, de la recherche d'infractions pénalement sanctionnables et de la lutte contre le blanchiment de capitaux et contre le financement du terrorisme et de la grande criminalité, dans le respect des conditions imposées par la loi.

F. Quels sont vos droits en lien avec vos données personnelles communiquées au PCC ?

Les personnes physiques et morales peuvent obtenir gratuitement un relevé des données enregistrées à leur nom dans le PCC en adressant une demande écrite, datée et signée au PCC établi auprès de la Banque nationale de Belgique.

Toute personne peut en outre demander à AG la rectification ou la suppression des données inexactes enregistrées à son nom. AG sera tenu de rectifier ou de supprimer les données inexactes dans ses propres fichiers et de communiquer sans retard ces modifications au PCC.

G. Quel est le délai de conservation ?

Le PCC collecte l'ensemble de vos données dans une base de données et les stocke pendant 10 ans après la fin de relation contractuelle.

À l'expiration du délai de conservation précité, les données échues sont irrévocablement supprimées de la base de données du PCC.

H. Comment contacter le PCC ?

Par e-mail : cap.pcc@nbb.be

Par courrier : CAP-Banque nationale de Belgique, Boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles

Par téléphone : +32 2 221 30 08



Clause Privacy

Les données à caractère personnel du preneur, de son représentant légal [le cas échéant] et/ou de l'assuré sont traitées par AG Insurance SA, ci-après dénommé « AG », ayant son siège social à 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53, en tant que responsable du traitement, conformément au Règlement [UE] 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi qu'à la Notice Vie Privée d'AG sur le site web www.ag.be.

Ces données sont traitées pour les finalités mentionnées dans la Notice Vie Privée d'AG et en particulier pour :

- la gestion et l'exécution des services d'assurance et/ou de crédit, en ce compris la gestion de la relation clientèle, et ce sur base de l'exécution du contrat ;
- réaliser toute finalité imposée à AG par une disposition légale, réglementaire ou administrative, et ce sur base de cette disposition comme notamment :
 - toute obligation d'informations et/ou de retenues sociales, fiscales et parafiscales, sur un plan national et/ou international, vis-à-vis des autorités/administrations publiques compétentes ;
 - toute obligation globale de transparence, d'information et de devoir général de diligence préalablement à la souscription d'un produit d'assurance ;
 - diverses obligations spécifiques comme la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent ou encore la recherche de bénéficiaire de fonds dormant.
- l'analyse des données, l'établissement de statistiques, de modèles et de profils, la détection et la prévention des abus et de la fraude, la constitution de preuves, la sécurité des réseaux et systèmes informatiques d'AG, la sécurité des biens et des personnes, l'optimisation des processus (par exemple d'évaluation et d'acceptation du risque, des processus internes, etc.), le développement de nouveaux produits, la prospection ainsi que, le cas échéant, le profilage et la prise de décisions sur base d'un profil pour les finalités mentionnées ci-avant, et ce sur base de l'intérêt légitime d'AG.

Dans certains cas, vos données peuvent également être traitées avec votre consentement.

Ces données pourront être communiquées le cas échéant à d'autres entreprises d'assurances intervenantes, à leurs représentants en Belgique, à leurs correspondants à l'étranger, aux entreprises de réassurance concernées, à des bureaux de règlement de sinistres, à un expert, à un avocat, à un conseil technique, à votre intermédiaire d'assurances ou à un sous-traitant. Les données peuvent également être communiquées à toute personne ou instance dans le cadre d'une obligation imposée par la loi ou une décision judiciaire ou administrative.

AG est susceptible de transmettre vos données en dehors de l'Espace économique européen (EEE), dans un pays qui n'assure pas un niveau de protection adéquat des données à caractère personnel. Dans ce cas, AG renforce davantage la sécurité informatique et exige contractuellement un niveau de sécurité renforcé de la part de ses contreparties internationales.

Les données traitées sont conservées pendant toute la durée du contrat d'assurance, la période de prescription légale ainsi que tout autre délai de conservation qui serait imposé par la législation et la réglementation applicables.

Dans les limites fixées par la législation :

- vous avez le droit de prendre connaissance de vos données, le cas échéant, de les faire rectifier, et d'en demander la communication à des tiers ;
- vous avez le droit de vous opposer au traitement de vos données, le droit de demander la limitation du traitement de celles-ci ainsi que le droit à leur effacement. Dans ces cas, AG pourrait se trouver dans l'impossibilité de poursuivre la relation contractuelle.

Vous pouvez exercer vos droits au moyen d'une demande datée et signée accompagnée d'un document d'identification ou d'un autre moyen d'identification à envoyer par courrier à AG, Data Protection Officer, 1000 Bruxelles, Boulevard Emile Jacqmain 53, ou par e-mail à : AG_DPO@aginsurance.be. Une réclamation peut le cas échéant être introduite auprès de l'Autorité de protection des données.

Plus d'informations peuvent être obtenues à la même adresse ainsi que dans la Notice Vie Privée d'AG sur le site web www.ag.be.

